

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 29/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAT NITROGEN FRANCE

12, place de l'Iris
La Défense 2
92400 Courbevoie

Références : UDRD.2026.01.R.18
Code AIOT : 0005800607

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement LAT NITROGEN FRANCE implanté Rue de l'Industrie 76120 Le Grand-Quevilly. L'inspection a été annoncée le 30/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 06 novembre 2025 a été l'occasion pour l'inspection des installations classées de revenir sur les 3 derniers incidents marquants survenus dans les installations de la société LAT NITROGEN depuis juin 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAT NITROGEN FRANCE
- Rue de l'Industrie 76120 Le Grand-Quevilly

- Code AIOT : 0005800607
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société LAT NITROGEN exploite un site de production d'ammoniac, d'acide nitrique et de fertilisants azotés sur la commune de Grand-Quevilly.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Odeur
- Ouvrage hydraulique
- Pic de pollution
- Risque incendie
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incident ou accident	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 2.71 du Titre 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	5 mois
3	Incident ou accident	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 2.71 du Titre 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Organisation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 8.6.1 du Titre 8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 3.1.3 du Titre 3	Demande d'action corrective	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Incident ou accident	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 2.71 du Titre 2	Sans objet
4	Gestion des eaux polluées et résiduaires internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 4.3.8 du Titre 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Consécutivement à la visite d'inspection du 06 novembre 2025, l'inspection des installations classées est revenue sur 3 incidents marquants du site au cours du second semestre 2025.

À l'issue de cette revue, l'inspection demande à l'exploitant de revoir la criticité de ses sondes en fonction de la mise à jour HAZOP en cours, de transmettre la procédure de contrôle de celles-ci mise à jour et de transmettre la stratégie de contrôle arrêtée pour éviter à l'avenir tout contact entre les gaz procédés et l'eau réfrigérée au droit de l'unité AM2.

L'inspection des installations classées rappelle par ailleurs que tout nouvel incident ou accident survenant sur le site devra faire l'objet d'une télédéclaration par la société LAT NITROGEN FRANCE directement sur la plateforme numérique : <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>, en plus d'en informer l'inspection.

Concernant la propreté des unités, l'inspection des installations classées prend acte de l'amélioration du suivi opéré par l'exploitant, mais constate encore des désordres au cours de ses visites. L'exploitant remettra à l'inspection les 2 compte-rendus de « visite mensuelle état de propreté des installations AMMO1 et 2 » d'octobre 2025 complétés, s'assurera de prendre toutes les précautions d'usage sur l'entretien des équipements NT2704 et NT2714 et justifiera du nettoyage des tas d'anhydrides ces derniers mois.

Enfin concernant les nuisances olfactives récurrentes liées à l'ammoniac, l'inspection des installations classées demande la réalisation d'une campagne de recherche de fuites de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incident ou accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 2.71 du Titre 2
Thème(s) : Risques accidentels, 03/06/25-Rejet d'ammoniac liquide
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise les éléments demandés à l'article R512-69 du code de l'environnement et notamment : <ul style="list-style-type: none">• les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident,• les effets sur les personnes et l'environnement,• les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme,• le descriptif des contrôles et modifications d'équipements réalisés suite à l'incident ou l'accident. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Si les investigations nécessitent un délai supplémentaire, l'exploitant transmet à cette échéance les éléments en sa possession, les études engagées et propose à l'inspection des installations classées une date de re-

mise du rapport détaillé définitif.

Constats :

Incident du 03 juin 2025 - rejet d'ammoniac liquide depuis un évent de l'unité AMMO

Avant 18 heures le 02 juin 2025 lors du redémarrage des unités AMMOS, une soupape de sécurité à dilatation thermique d'ammoniac sur la conduite d'alimentation en ammoniac s'est ouverte et ne s'est pas refermée du fait de la présence de résidus métalliques dans le siège. De l'ammoniac liquide a alors été collecté dans le réservoir de détente (E2505) prévu à cet effet. Le niveau a augmenté jusqu'à dépasser sa contenance et provoquer un rejet dans l'atmosphère par l'évent vers 1h50 du matin le 03 juin, sur le toit du bâtiment. L'ammoniac a été collecté par les gouttières puis a atteint les égouts. De l'ammoniac a alors été détecté par les capteurs à l'intérieur et à l'extérieur des unités AMMOS. L'exploitant a enclenché en conséquence l'arrêt de l'usine à 1h57 ainsi que la fermeture de la batterie limite de l'unité, en plus de fermer l'égout Sud.

L'exploitant a évalué le débit du rejet d'ammoniac par la soupape vers le ballon récepteur à 160 kg/h durant 8 heures. L'émission d'ammoniac liquide vers l'évent est quant à lui estimé à 40 kg.

Dès l'émission d'ammoniac détectée, l'exploitant a mis en œuvre son plan d'urgence environnemental en procédant à la fermeture puis au pompage de ses égouts Sud. Les effluents recueillis ont ensuite été pompés et transférés vers le bassin événementiel de 4h22 à 06h55 pour une hauteur d'effluent de 65 cm. Le compte-rendu d'intervention du plan d'urgence environnemental renseigné durant l'événement et transmis à l'inspection des installations classées mentionne une vidange du bassin événementiel à partir du 06 juin jusqu'au 15 juin 2025, à raison d'un pompage de 3 heures par jour pour 10 centimètres d'épaisseur d'effluent. Au 07 juin, le niveau du bassin événementiel s'élevait à 90 cm. L'inspection ne relève pas dans ce plan de mention sur le devenir de ces eaux après vidange. En séance, l'exploitant a indiqué les renvoyer dans le rejet final en vérifiant le niveau d'acceptation du rejet pour ne pas dépasser les valeurs limites d'émissions (VLE) prescrites au site. Le compte-rendu susmentionné ne mentionne cependant pas les valeurs pour lesquelles l'eau est pompée des égouts vers le bassin événementiel, puis du bassin vers les égouts.

En séance, l'exploitant est revenu sur l'incident en présentant une analyse de l'événement selon un diagramme d'Ishikawa. Il a mentionné l'absence jusqu'à présent d'une historisation des mesures de niveau et de température du ballon E2505, ne permettant pas le suivi dans le temps de ces paramètres.

Concernant les sondes afférentes au ballon E2505, l'exploitant a indiqué avoir rencontré une défaillance de la mesure de niveau et de température. Cette défaillance a pris la forme d'un défaut matériel doublé d'un mauvais paramétrage pour la sonde de niveau et d'un problème de criticité de l'alarme pour la sonde de température.

Par courrier électronique du 14 novembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection l'historique de contrôle des sondes de température et de niveau du ballon flash E2505.

Il ressort de ces documents que la dernière vérification de la sonde de température a eu lieu le 28 septembre 2009 (16 ans) sans qu'un étalonnage n'a été réalisé par la suite. La dernière vérification de la sonde de niveau a été menée le 16 mai 2011 (14 ans), sans étalonnage ultérieur. Pour celle-ci, hormis 2010, cette vérification avait lieu tous les ans jusqu'en 2011.

Suite à l'événement, l'exploitant a reparamétré les sondes en conséquence et a indiqué à l'inspection des installations classées proposer prochainement une procédure interne de vérification des alarmes critiques.

Depuis 2022, la société LAT NITROGEN revoit toutes les analyses de risques et de sécurité de fonctionnement du site (HAZOP). L'exploitant opère ce travail de long terme unité par unité, l'unité EG5 étant terminée, l'unité N7 étant en cours et la dernière devant être réalisée étant AMMO2. Cette mise à jour doit permettre de s'assurer de l'adéquation entre les barrières (seuils et criticités) et les scénarios retenus. Il prévoit ensuite de rassembler dans un document unique la concordance des alarmes avec les scénarios et les actions à entreprendre.

Demande n°1 : l'exploitant tirera profit de la mise à jour HAZOP de l'unité AMMO2 pour revoir la criticité de ses sondes de telle sorte qu'elles coïncident aux risques qu'elles couvrent. En priorité, il vérifiera l'ensemble des sondes dont la dernière vérification apparaît décorrélée dans le temps avant le 30 juin 2026. L'exploitant transmettra, le cas échéant, un planning de retour en conformité. Il transmettra à l'inspection avant le 31 mars 2026 la procédure de contrôle des sondes pour ce niveau de criticité et précisera si le niveau défini pour le ballon E2505 est adapté au risque.

Consécutivement à l'analyse de l'événement, l'exploitant a entrepris les actions correctives suivantes :

- changement immédiat de la soupape
- ajout d'une historisation informatique des événements
- diagnostic et réparation des sondes
- revue des seuils et criticités des alarmes
- ajout d'un point d'attention sur le gel de la soupape dans la procédure de démarrage et d'arrêt

Et prévoyait à l'horizon du premier trimestre 2026 :

- un appel à la vigilance des employés intégré au plan de prévention 2026
- le remplacement du ballon et la mise en place d'un contrôle périodique de la pression
- l'ajustement des temps de manœuvre de la vanne HV2501, pour limiter les coups de béliers susceptibles de mobiliser la soupape.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois

N° 2 : Incident ou accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 2.71 du Titre 2

Thème(s) : Risques accidentels, 15/09/25-Départ de feu C1203

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées

les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise les éléments demandés à l'article R512-69 du code de l'environnement et notamment :

- les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident,
- les effets sur les personnes et l'environnement,
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme,
- le descriptif des contrôles et modifications d'équipements réalisés suite à l'incident ou l'accident.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Si les investigations nécessitent un délai supplémentaire, l'exploitant transmet à cette échéance les éléments en sa possession, les études engagées et propose à l'inspection des installations classées une date de remise du rapport détaillé définitif.

Constats :

Incident du 15 septembre 2025 - Départ de feu au niveau du ventilateur C1203

Dans le cadre de travaux de réfection du réfractaire de l'unité AM2, un opérateur a détecté un feu en cours au niveau du ventilateur C1203 d'extraction des fumées (non combustibles) du four de reformage primaire. Aucune production n'était alors en cours. Une fois l'incident détecté, le ventilateur a été immédiatement arrêté, entraînant l'arrêt du four. Le départ de feu a été éteint par les pompiers internes à LAT NITROGEN.

Cet incident a entraîné la déformation d'un regard engendrant la perte de 50 litres d'huile de lubrification. Le point d'éclair de cette huile étant de 218 °C, il n'a pas été déterminé que l'incendie provenait de celle-ci, étant donné la température du process portée à 170 °C. Selon les éléments d'investigations de l'exploitant, le point chaud ayant joué le rôle d'auto-inflammation proviendrait de projection d'aluminium chaud, la boîte d'étanchéité environnante présentant une déformation. La présence d'éclaboussure d'huile dans le compartiment aurait en revanche favorisé l'inflammation selon celui-ci.

Le départ de feu a endommagé le câblage d'une sonde de température qui a été remis en état. Aucun autre dégât n'est à déplorer.

Consécutivement à l'analyse de l'événement, l'exploitant a entrepris les actions correctives suivantes :

- ajout de contrôles opérateur autour de la machine pour repérer toute présence d'huile et d'éléments chauds. Évolution de la procédure de relève opérateur en conséquence
- réparation du presse-étoupe du ventilateur C1203
- ajout d'une feuille de métal alumina autour des pièces rotatives pour éviter toute friction

Et prévoyait à l'horizon plus lointain :

- le nettoyage de la zone 2 fois par an

- la réparation du système de collecte d'huile (mi-janvier 2026)
- l'étude de la possibilité de changer le presse-étoupe en alumina pour du graphite (arrêt 2028).

L'inspection des installations classées n'a pas d'observation à formuler sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Incident ou accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 2.7.1 du Titre 2

Thème(s) : Risques accidentels, 24/09/25-Fuite E1503

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise les éléments demandés à l'article R512-69 du code de l'environnement et notamment :

- les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident,
- les effets sur les personnes et l'environnement,
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme,
- le descriptif des contrôles et modifications d'équipements réalisés suite à l'incident ou l'accident.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Si les investigations nécessitent un délai supplémentaire, l'exploitant transmet à cette échéance les éléments en sa possession, les études engagées et propose à l'inspection des installations classées une date de remise du rapport détaillé définitif.

Constats :

Incident du 24 septembre 2025 - Fuite échangeur E1503

Trois jours après le démarrage de l'unité AM2, est survenue le 24 septembre 2025 une fuite interne sur l'échangeur E1503 dans lequel circule le gaz procédé refroidit à l'eau provenant des tours aéroréfrigérantes (TAR) dites "SCAM". L'eau réfrigérée et l'ammoniac contenu dans le gaz procédé ont été mis en contact par la fuite, provoquant une augmentation de la teneur en ammonium dans les eaux rejetées en Seine. Les valeurs limites d'émissions (VLE) ont été dépassées durant le week-end en concentration et en flux à l'égout Aval, sans toutefois atteindre le double de la VLE.

Le 02 octobre 2025, l'unité de production a été arrêtée pour procéder à son ouverture afin de trouver le tube fuyard. Les travaux ont été terminés le 17 octobre pour un redémarrage de l'unité le même jour et un démarrage de la production le 23 octobre 2025. Finalement, 2 tubes ont été remplacés sur les 557 qui composent l'équipement. Les dépassements en ammonium et en azote global sur l'égout Sud et Aval retourneront à la normale à compter du 05 octobre 2025. Selon l'exploitant, un encrassement sur une chicane aurait accéléré la corrosion sur les tubes. Des incidents similaires de corrosion par eau de refroidissement sous dépôt ont déjà eu lieu sur ce type d'équipement dont l'exploitation remonte à l'année 1978 sur site. Néanmoins, l'échangeur incriminé a

été changé à neuf en avril 2021, ce qui aurait dû prémunir la société LAT NITROGEN FRANCE de rencontrer ce type d'incident aussi rapidement.

Demande n°2 : la société LAT NITROGEN FRANCE indiquera à l'inspection des installations classées avant le 31 mars 2026 la stratégie de contrôle mise en place pour se prémunir de nouvel accident de ce type.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Gestion des eaux polluées et résiduaire internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 4.3.8 du Titre 4

Thème(s) : Risques accidentels, Bassin événementiel

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir. Les eaux de procédé issues des divers ateliers du site subissent, en tant que de besoin, un traitement approprié avant leur évacuation.

[...]

Les exutoires des égouts Sud et Engrais sont équipés d'un dispositif de récupération en continu des hydrocarbures ou d'un déshuileur/débourbeur correctement dimensionné. L'égout SUD est équipé d'un bassin de rétention en cas de pollution accidentelle d'une capacité de 1000 m³ disponible en permanence.

Constats :

L'égout SUD de la société LAT NITROGEN FRANCE est équipé d'un bassin de rétention dénommé « bassin événementiel » d'une capacité de 1 000 m³ destiné à recueillir une potentielle pollution accidentelle.

Par courrier électronique du 14 novembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées suite à sa demande un document réalisé par la société FOSTER WHEELER FRANCE de vérification du volume de la rétention du bassin événementiel existant. Ce document certifie sur plan que le bassin événementiel dispose d'un volume de 1 238 m³ une fois la rétention remplie jusqu'au niveau supérieur du merlon, ou 1 000 m³ à une garde d'environ 25 cm. L'exploitant retient en référence que 1,6 m du limnimètre intégré au bassin correspond à 1 000 m³ et sert d'indicateur pour évaluer les quantités d'eaux envoyées vers l'égout Sud ou l'égout Aval via la fosse de neutralisation.

Le jeudi 06 novembre 2025, jour de la visite objet du présent rapport, l'inspection des installations classées a constaté une charge d'environ 50 % du bassin. Questionné sur la provenance des effluents stockés, l'exploitant a expliqué avoir rencontré 2 événements les 29 octobre (plan d'urgence environnement déclenché) et 03 novembre 2025 ayant nécessité le transfert des effluents vers le bassin. Ces 2 événements ont donné lieu à 2 compte-rendus d'intervention que l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées suite à sa demande.

Par courrier électronique du 14 novembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection la procédure ENV_3_0001 de mise en œuvre du plan d'urgence environnemental. Cette procédure a pour objectif de définir l'organisation et les moyens à mettre en œuvre lors des plans d'urgence environnementaux et à présenter les règles d'ouverture des égouts. Notamment, cette procédure encadre la procédure de vidange acceptable du bassin événementiel dans les égouts afin de s'assurer du respect des valeurs limites d'émission autorisées par l'arrêté préfectoral. Pour mener à bien ces calculs pour chaque égout, l'exploitant utilise un tableur informatique présenté à l'inspection des installations classées. Sur demande de celle-ci, l'exploitant a transmis les compte-rendus de réunion d'astreinte des 24 et 31 octobre 2025 faisant état le 24 octobre d'un bassin vide et confirmant un bassin rempli à 80 cm le 31 octobre. L'exploitant a indiqué le bassin comme entièrement vidé le 19 novembre 2025 par l'entremise d'une pompe fixe située au point bas du bassin événementiel.

Commentaire n°1 : l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant la nécessité de réemployer et recycler autant que possible les effluents qu'il réceptionne dans le bassin événementiel, le rejet dans le milieu étant et devant rester un recours ultime.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Organisation de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 8.6.1 du Titre 8

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

L'ensemble des installations doit être conçu, réalisé, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes pour l'environnement vers les égouts ou le milieu naturel.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à garantir en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Les consignes doivent prendre en compte les risques liés aux capacités mobiles.

L'exploitant doit établir une consigne définissant la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle.

Constats :

Au cours de la visite, l'inspection des installations classées a rencontré des tas de produits à proximité immédiate de certains équipements des unités AMMO.

En réponse à l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis des relevés, contrôles et

justificatifs de nettoyage sur les mois d'octobre au sein de ces unités. Parmi les documents transmis apparaissent :

les relevés mensuels renseignés durant chaque quart pour l'unité AMMO1, le grossisseur et le réacteur tubulaire

Ces relevés indiquaient en date du 06 novembre 2025 la présence :

- Sur AMMO 1 :
 - d'anhydrite au 3^e étage
 - de grains longs aux abords du T1102 au rez-de-chaussée
 - de fientes de pigeon au 8^e étage
- au droit du grossisseur :
 - de craie au sol du 1^{er} étage et de grain au sol du rez-de-chaussée (ayant amené à un lavage par l'opérateur durant le quart)
 - de produit sous le tapis NT2714 au rez de chaussée
 - de produit dans la case fondoir
- au droit du réacteur tubulaire :
 - d'huile au niveau du premier patin de l'enrobeur, 1^{er} étage
 - de produits sous l'enrobeur et au droit du T2802
 - de produits à proximité des convoyeurs et trémies dans la galerie vers VRAC 10 000t

Les observations opérateurs font également état de courroies lâches au niveau du réducteur NT2704 (réacteur tubulaire), des moteurs C2801A et B et de grincements au niveau la courroie du tambour NT2714 (grossisseur).

Demande n°3 : l'exploitant s'assurera de prendre toutes les précautions d'usage sur l'entretien des équipements NT2704 et NT2714.

Le contrôle de second niveau mensuel signé par un manager

Préalablement à la visite, ces contrôles ont eu lieu le 22 octobre 2025 pour AMMO1 et les 14 et 21 octobre 2025 pour AMMO2.

Sur AMMO1, les contrôles de nettoyage ont défini comme non-conformes les zones tour de prilling (étage n°5) et AMMO1 (rez-de chaussée, étage n°1 et n°2). En conséquence, les actions de nettoyages programmées ont porté sur les équipements T1101, case prilling, rez-de-chaussée sole, C1102 et zone Bois.

Sur AMMO2, une non-conformité a été relevée au droit des zones rez-de-chaussée (RT et grossisseur), étage n°1 (RT et grossisseur), étage n°2 (grossisseur) et étage n°4 (RT) Les actions de nettoyages ont visé : la rétention P2601/P2707, sous T2704, craie Sautelma, sortie produits M2801, sous T2705, tête M2701 et S2704AB.

Les dates de réalisations de ces actions de nettoyage n'étaient en revanche pas renseignées.

Demande n°4 : l'exploitant communiquera **avant le 15 février 2026** les 2 compte-rendus de « visite mensuelle état de propreté des installations AMMO1 et 2 » d'octobre 2025 complétés en renseignant les dates de réalisations des actions de nettoyages programmées.

Les justificatifs de nettoyage

L'exploitant a transmis un ensemble documentaire démontrant le nettoyage effectif de plusieurs zones des unités AMMO antérieurement à la visite, parmi lesquelles :

- l'assainissement M2707-M2602
- les filtres S2707A et B (durant l'arrêt mensuel)
- la sole de la tour de prilling (les 13 et 30 octobre 2025)
- nettoyage d'environ 25 tonnes d'anhydrite aux étages 1, 2 et 3 d'AMMO 1 (aspiration et mise en bigbags)
- nettoyage aux pieds et autour des REB et aux niveaux des pistes de dépotages craie
- pompage et nettoyage de la rétention du tank 11183
- pompage de la rétention des équipements P2601/P2607
- nettoyage pompe sur air de lavage de l'équipement P2506A
- nettoyage manuel de l'huile au niveau de la partie machine, réducteur et plancher de l'équipement M2701.

Enfin, l'exploitant a également communiqué un récapitulatif des nettoyages facturés par son prestataire externe sur le mois d'octobre et où apparaissent notamment certaines prestations programmées par le contrôle de second niveau.

Demande n°5 : l'exploitant transmettra les justificatifs de nettoyage des tas d'anhydrites des mois de novembre 2025, décembre 2025 et janvier 2026 **d'ici le 15 février 2026.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2022, article 3.1.3 du Titre 3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances

Prescription contrôlée :

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Constats :

Régulièrement depuis plusieurs années, l'inspection des installations classées a constaté des émissions fugitives d'ammoniac en cheminant sur le site de LAT NITROGEN FRANCE, avec des détecteurs affichant des valeurs généralement inférieures ou égales à 10 ppm. Durant la visite objet du présent rapport, l'inspection a de nouveau constaté cette gêne olfactive. L'inspection a alors interrogé l'entreprise sur les travaux menés sur l'odeur d'ammoniac ambiante (types de contrôles réalisés, screening complet, etc.).

Par courrier électronique du 14 novembre 2025, l'exploitant a précisé que la recherche de fuites d'ammoniac était réalisée ponctuellement suite à des remontés terrains et que par ailleurs, des

mesures d'exposition individuelles à l'ammoniac étaient menées dans le cadre des risques professionnels.

Demande n°6 : l'inspection des installations classées demande la réalisation d'une campagne de recherche de fuites de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances d'ici le 30 juin 2026. Le protocole et la méthode retenus sont communiqués à l'inspection avant fin février 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois